

Lutte de classe

A propos du NPA et une réflexion sur la grève générale.

On pouvait lire dans la déclaration commune du NPA et du PG du 2 juillet :

A propos du PS : *"En proposant d'accompagner ce système et en se contentant de remèdes homéopathiques qui ne le remettent pas en cause, cette gauche devient du coup inutile aux yeux du plus grand nombre."*

En réalité, le PS collaborant ouvertement avec l'UMP, soit à l'intérieur du gouvernement, soit en participant à toutes les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, ne devrait pas être qualifié de gauche.

Cette « gauche » n'est pas « inutile » au plus grand nombre mais franchement nuisible, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Elle ne se contente pas « d'accompagner ce système », elle le défend bec et ongle, elle en est un des maillons, un des fidèles représentants au côté de l'UMP, de la même manière que le PS a représenté et défendu inlassablement pendant de longues années les intérêts du capitalisme lorsqu'il était au pouvoir...

Un « cadavre puant » bien encombrant.

« C'est ce qui explique la crise profonde des partis de la sociale démocratie en Europe. »

Non, la crise de ces partis est en premier lieu le produit de la crise du capitalisme qui s'approfondit, en second lieu le produit de leurs contradictions. Cette crise démontre simplement que le PS est incapable d'avoir une autre politique que réactionnaire, elle arrive à point pour révéler à ceux qui l'ignoraient encore la véritable nature de ce parti.

Dès le 4 août 1914, Rosa Luxemburg et Lénine déclaraient que la social-démocratie était passée avec armes et bagages du côté des ennemis de la classe ouvrière, qu'elle n'était plus qu'un « cadavre puant ». On s'étonnera que près d'un siècle plus tard, il y en ait encore qui n'aient pas retenu la leçon et qui veuillent la sauver, ils voudraient en fait sauver le système failli du capitalisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Contre la rupture avec l'Union européenne

Le NPA et le Parti de Gauche prennent bien soin de ne pas rompre ou appeler à rompre avec l'Union européenne, pour eux l'abstention massive et majoritaire du 7 juin n'a exprimé que le « *rejet de l'actuelle construction libérale et anti démocratique de l'Europe* », mais pas le rejet de l'Union européenne en tant que telle à la solde du capitalisme.

Ils disent qu'« *ils avancent aussi des propositions d'initiatives sur le terrain de la lutte contre les licenciements* », mais s'opposent à la proposition unitaire du POI d'organiser une marche unie sur Paris de millions de travailleurs.

Sans rire et sans frontières.

« Les deux formations estiment aussi indispensable d'unir les forces de gauche et des écologistes qui rejettent la logique du système capitaliste aux élections régionales. Il est urgent de rendre plus crédible une véritable alternative au système. »

Mais que sont les écologistes sinon une force de droite totalement inféodée au capitalisme ? Quelle « véritable alternative au système » pourrait être crédible sans renverser au préalable les institutions de la Ve République ? Quelle « véritable alternative au système » existerait-il en dehors du socialisme ? La « gauche de la gauche » n'en dit pas un mot. Il faut croire qu'ils ne doivent pas être suffisamment à gauche. Attention, car à force de tourner à gauche on revient à son point de départ... en passant par la droite !

Notez bien au passage qu'ils avouent eux-mêmes que leurs programmes politiques ne sont pas crédibles, alors s'ils le disent, on ne va pas les contrarier.

Le double langage habituel.

Abordant la question des élections régionales de mars 2010 : *« Au second tour, les listes soutenues par le Parti de Gauche et le NPA se batront pour faire gagner la gauche et empêcher que des régions basculent à droite. Pour cela, les deux organisations se prononcent d'ores et déjà pour des fusions « techniques » ou « démocratiques » des listes de gauche à l'exception de tout accord incluant le Modem. »*

On aura compris qu'ils se désisteront pour les candidats du PS au second tour comme c'est le cas depuis des lustres. On nous disait autrefois : au premier tour on se compte et au second on se rassemble, on appelait cela notamment remplir un devoir républicain. En fait, toujours ce foutu front unique sans principe qui s'apparente à de la collaboration de classes, par pure opportunisme ou crasse ignorance.

Question : Si le PS n'est pas un parti ouvrier, s'il se place délibérément au côté de Sarkozy, s'il ne propose que la même politique de l'UMP, s'il constitue un des obstacles à la construction du parti et qu'il n'y a absolument rien à attendre de ce parti, pourquoi devrions-nous voter et appeler à voter pour ce parti ?

De plus, si comme on nous l'explique, Sarkozy ne pourrait pas gouverner sans le soutien du PS, tout ce qui peut affaiblir le PS serait le bienvenu, or une des caractéristiques de ce parti, c'est de n'exister que grâce à ses élus, sans eux il serait réduit à une poignée insignifiante de militants, donc aider le PS à obtenir des élus lors d'élections revient à assurer sa pérennité, à le soutenir, donc à soutenir Sarkozy qu'on le veuille ou non.

Sur les 500.000 élus que compte le pays, plus du tiers sont au PS, or il n'y aurait que 150.000 adhérents au PS, davantage si l'on se base sur leur nombre d'élus. Le calcul est vite fait, retirez lui ses élus et il n'est plus rien ! La même démonstration est valable pour le PCF.

Alors messieurs de la « gauche de la gauche », vous aussi comme Sarkozy vous avez besoin du PS ou vous êtes totalement indépendants du PS et vous n'en avez pas besoin ? La classe ouvrière n'a pas besoin pour mener son combat émancipateur d'un parti qui défend les intérêts du capitalisme et qui le clame haut et fort depuis 1983, elle a besoin au contraire d'un parti qui l'aide à rompre avec le capitalisme pour briser les chaînes de l'exploitation et à liquider les institutions bonapartistes de la Ve République.

Difficile de ne pas se contredire en pleine crise du capitalisme et de ne pas dévoiler ses véritables intentions, sa véritable nature, n'est-ce pas ?

Difficile la « révolution par les urnes » ? Demandez donc à Evo Morales ce qu'il en pense.

Une généreuse intention qui ne coûte rien.

Par ailleurs « le NPA et le Parti de Gauche souhaitent œuvrer à la préparation d'une contre-offensive du monde du travail pour faire valoir ses exigences au premier rang desquels la garantie d'un emploi, l'augmentation des salaires mais aussi tout refus de recul de l'âge de la retraite. ».

Ce sont des revendications sociales, ils ont oublié la question des salaires qui est déterminante au quotidien pour des millions de travailleurs. Quel parti se réclamant de la classe ouvrière pourrait s'opposer à ces revendications ? En principe pas un.

Maintenant, dans la mesure où il y a des institutions dans ce pays - il est bon parfois de le rappeler par crainte que certains l'oublient un peu trop rapidement, que le président de la République et son gouvernement, la majorité des députés sont farouchement opposés à la satisfaction de ces revendications, Sarkozy et Fillon martelant qu'ils iront « jusqu'au bout » de leur programme de contre-réformes, que des millions de travailleurs dans la rue n'a pas suffi à les faire reculer ou abandonner leurs plans destructeurs, il semble établi que la satisfaction de ces revendications qui touchent l'ensemble des classes exploitées se situe sur le plan politique et soit incompatible avec l'existence du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et une Assemblée nationale à sa botte.

Que l'on parte des revendications immédiates pour mobiliser la classe dans l'unité est une chose, que l'on prétende y parvenir et en tirer des avantages pour la suite du combat sans proposer une issue politique à la crise du capitalisme en est une autre qui relève de l'opportunisme.

On pourrait revenir à cette occasion sur la question de la grève générale que les uns et les autres appellent de leurs vœux comme s'il s'agissait de la panacée.

On ne pourrait parler de grève générale que si la majorité des travailleurs étaient en grève, soit au moins 15 millions. Pour se mettre en grève, il vaut mieux être syndiqué en général. Or si l'on retire les cadres et les farouches défenseurs du capitalisme qui existent parmi les syndiqués, on doit arriver en étant optimiste à un million de travailleurs syndiqués, dont 75 à 80% sont concentrés dans la fonction publique et les 1824 grandes entreprises que compte le pays. Par ailleurs, la situation du syndicalisme n'est plus la même qu'en juin 36, en 1947, ni même en mai 68, de plus, la classe ouvrière est atomisée dans près de 3 millions d'entreprises, alors qu'elle était concentrée dans des régions (ou bassins) fortement industrialisées autrefois. Le taux de syndicalisation a été divisé par 5 en un demi-siècle, plus encore si l'on tient compte de l'augmentation de la masse salariale durant cette période.

Tout cela pour dire, qu'avant de parvenir à entraîner plus de 15 millions de travailleurs dans une grève générale sur des revendications qui ne les concernent pas tous, je voudrais bien qu'on m'explique comment vous comptez vous y prendre.

Nous devons tenir compte dans notre analyse de la situation de tous les facteurs déterminants.

Chacun peut constater aujourd'hui que la crise du capitalisme qui a éclaté il y a deux ans n'a pas débouché sur une crise politique du régime à proprement parlé, Sarkozy et son gouvernement ne sont pas menacés, pas plus que l'UMP et sa majorité de députés, et se serait se raconter des histoires que de voir dans les

11% de l'UMP le 7 juin, un signe de l'ouverture de cette crise, bien au contraire, dès le lendemain Fillon a repris l'offensive contre la classe ouvrière en annonçant le report de l'âge de départ à la retraite au-delà de 60 ans.

On nous rétorquera que cela n'a rien à voir et qu'il est obligé d'avancer dans cette voie périlleuse, à ceci près que s'il n'en avait pas les moyens politiques peut-être qu'il ne tenterait pas le diable à un moment plutôt délicat pour le gouvernement, je pense notamment aux 4 millions de chômeurs (officiellement).

Que ces moyens politiques lui soient donnés notamment par le PS et les dirigeants syndicaux qui soutiennent le capitalisme et le gouvernement ne change rien à notre affaire, Sarkozy et son gouvernement disposent bien des moyens politiques pour mener leur politique réactionnaire, s'ils n'en disposaient pas et qu'une partie de la classe des exploités dont il représente les intérêts le lâchait ou que la classe se mobilise massivement pour lui infliger une défaite, l'un pouvant être le produit de l'autre, là en effet on pourrait peut-être parler de l'ouverture d'une crise politique au sommet de l'Etat et des institutions.

J'analyserais plutôt les 11% de l'UMP le 7 juin dernier comme le témoignage de l'isolement grandissant de Sarkozy et son gouvernement, ce qui peut évidemment présager le pire pour eux dans un avenir plus ou moins proche, si la situation sociale s'aggrave encore, comme il y a lieu de le penser. Pour le reste, dans l'état actuel des choses les institutions demeurent stables et fidèles à l'esprit de la Constitution de la Ve République.

Sarkozy est venu à notre secours lors de son voyage à la Guadeloupe en adressant cet avertissement au LKP : *« le droit de grève est un droit légitime, mais il ne peut pas être utilisé comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique »*.

Qu'a-t-il voulu dire par là ? C'est très simple, qu'il fallait s'en tenir à des grèves à caractère économique ou sociale qui ne prennent pas une tournure politique, qu'elles ne remettent pas en cause le régime établi de la Ve République ; sachant que ces grèves ne servent à rien neuf fois sur dix, il leur a dit : cessez le travail si cela vous chante, descendez dans la rue si vous avez besoin de vous défouler un peu, mais surtout : pas touche au pouvoir politique que je représente, nous vous empêcherons de déstabiliser les institutions de la Ve République.

Ce qu'il craint le plus, c'est que la mobilisation des masses se focalise sur le pouvoir politique et les institutions pour les mettre à bas, que les masses cherchent et trouvent enfin une issue politique à la crise du capitalisme sur leur propre terrain indépendamment des institutions, qu'elles trouvent les moyens et la forme par quoi les remplacer, bref qu'elles fassent leur révolution et se lancent à l'assaut du pouvoir.

C'est bien la question du pouvoir politique posée par les masses, qui décide quoi dans ce pays, qui obsède Sarkozy et les siens. Quelque part, par expérience depuis deux ans, il sait qu'il n'a rien à craindre de grèves et de manifestations appelées par les syndicats qui ne peuvent pas rassembler 15 millions de travailleurs ou plus.

Là où il se fait sans doute des illusions, c'est sur l'état d'esprit des masses. Qu'elles n'aient pas encore trouvé le chemin du socialisme est une chose qu'il sait aussi pertinemment. Qu'elles en aient marre de ce régime, il peut le deviner facilement, par contre il est impuissant à déterminer à quel degré se situe leur rejet du capitalisme, tout comme moi d'ailleurs ou pas de manière suffisamment précise.

Finalement, ce que craint le plus Sarkozy, c'est que les masses passent directement du plan économique ou social pour se placer directement sur le plan politique, on devrait le remercier d'indiquer ainsi la voie à suivre à nos dirigeants qui s'obstinent à refuser tout mot d'ordre politique.

Il sait aussi que c'est seulement sur le plan politique que les masses doivent le combattre pour lui infliger des défaites et que si par malheur elles en arrivaient à s'organiser sur des objectifs politiques, ses heures et celles du régime seraient comptées.

Nos dirigeants estiment qu'il est urgent d'attendre avant d'avancer des mots d'ordre politiques, qu'il faut pour le moment se contenter de combattre contre les licenciements, pour la défense de nos acquis ou droits sociaux, etc., et que c'est seulement sur cette base qu'un jour ou l'autre des millions de travailleurs descendront dans la rue... Il peut très bien y avoir des millions de travailleurs en grève et dans la rue pendant plusieurs semaines sans que cela ne change quoi que ce soit sur le plan du pouvoir politique, toutes les expériences du passé le prouvent amplement.

Il est donc impératif que nos revendications soient liées à un objectif, à une issue politique, à commencer par chasser Sarkozy et liquider les institutions, rien de plus facile puisque aucune de nos revendications qui touchent toute la population ne peut être satisfaite aussi longtemps que le gouvernement et la Ve République seront en place. C'est pour cette raison qu'il est criminel de ne pas lier les deux, car c'est laisser aux travailleurs l'illusion que leurs revendications pourraient être satisfaites dans le cadre du capitalisme et des institutions en vigueur.

On nous dira encore que les masses ne sont pas prêtes à chasser Sarkozy encore moins à liquider la Ve République et que pour cette raison avancer cet objectif ne peut que diviser la classe, etc. Alors qu'en leur proposant un programme minimum dénué d'objectif politique on pourrait les mobiliser plus facilement, etc.

Je crois que là on ne parle plus de la même chose, on ne poursuit pas le même objectif. Mobiliser les masses sans donner une orientation politique à leur mobilisation ne peut aboutir qu'à une situation du type de celle de mai 68. De Gaulle lâche du mou pour certaines catégories de travailleurs, la grève générale prend fin et l'année suivante lors des élections son parti rafle les trois quart des sièges de députés à l'Assemblée nationale, et nous voilà repartis pour 40 ans de capitalisme ! Ce n'est pas et ce ne doit pas être notre objectif. Notre seul objectif doit être la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Si comme je le pense la grève générale est impossible telle qu'elle avait eu lieu dans le passé, il faut en déduire qu'elle s'inscrira logiquement dans le cadre de la mobilisation politique de la classe ouvrière contre le régime et en accélèrera la chute, ce qui suppose au préalable que les masses aient suffisamment conscience de l'objectif à atteindre et qu'elles aient confiance dans leur capacité à vaincre, ce qui va dans le sens de ce qu'expliquait Trotsky notamment.

C'est donc aux partis ouvriers qu'il revient de mobiliser la classe sur le terrain politique pour en finir avec la Ve République, le seul moyen pour favoriser le mûrissement de la conscience politique des masses, et pourquoi pas, pour construire le parti sur des bases saines qui permette d'entrevoir l'avenir avec optimisme, de faire renaître l'espoir dans la tête de millions de travailleurs et jeunes.